

**Arrêté préfectoral complémentaire
Société FUNECAP SCA
Commune de Le Meux**

LE PRÉFET DE L'OISE
Chevalier de l'ordre national du Mérite
Officier des Arts et des Lettres

Vu le Code de l'environnement, notamment son titre VIII du livre I^{er}, ses titres I^{er} et II du livre II et ses titres I^{er} et III du livre V ;

Vu la nomenclature des installations classées prise en application de l'article L. 511-2 du Code de l'environnement et la nomenclature des installations, ouvrages, travaux et activités soumis à autorisation ou à déclaration en application des articles L. 214-1 à L. 214-6 du même Code ;

Vu le décret du 6 novembre 2024 portant nomination de Monsieur Jean-Marie CAILLAUD, en qualité de Préfet de l'Oise ;

Vu l'arrêté préfectoral du 26 juillet 2022 autorisant la société FUNECAP SCA à exploiter un crématorium pour les animaux de compagnie, situé zone d'activités, rue de la Grande Prée - 60880 Le Meux ;

Vu l'arrêté préfectoral du 25 novembre 2024 portant délégation de signature à M. Frédéric BOVET, Secrétaire général de la préfecture de l'Oise ;

Vu le dossier de porter-à-connaissance déposé le 14 octobre 2024 par la société FUNECAP SCA, dont le siège social est situé à Paris (75015), afin de faire modifier la liste des espèces animales pouvant être acceptées sur le site de Le Meux et donc de faire modifier les articles 1.2.1, 1.2.3, 8.2.1 et 8.2.2 de l'arrêté préfectoral du 26 juillet 2022 susvisé ;

Vu le rapport et les propositions en date du 14 octobre 2024 de l'inspection des installations classées ;

Vu le projet d'arrêté porté le 13 janvier 2025 à la connaissance du demandeur ;

Vu l'absence de remarque de l'exploitant indiquée par courriel du 15 janvier 2025 ;

Considérant les faits suivants :

1. Les cliniques vétérinaires qui confient les animaux à la société FUNECAP SCA pour leur crémation sont régulièrement sollicitées pour la prise en charge aux fins de crémation d'animaux appartenant aux espèces de la faune sauvage libre, décédés ou décédant dans leur établissement ;

2. L'acceptation des espèces dans le crématorium animalier afin de les incinérer a lieu sous la condition exclusive de traçabilité et qu'elles soient adressées par une clinique vétérinaire ayant rédigé et enregistré une demande de crémation issue du système informatique de FUNECAP SCA, assurant la traçabilité de l'animal ;
3. Les modifications sollicitées n'ont aucun impact tant sur le volet « risques chroniques » que le volet « risque accidentel » ;
4. En application des dispositions de l'article L. 181-3 du Code de l'environnement, l'autorisation ne peut être accordée que si les dangers ou inconvénients de l'installation peuvent être prévenus par des mesures que spécifie l'arrêté préfectoral ;
5. Les conditions d'aménagement et d'exploitation, telles qu'elles sont définies par le présent arrêté, permettent de prévenir les dangers et inconvénients de l'installation pour les intérêts mentionnés par l'article L. 511-1 du titre I^{er} du livre V du Code de l'environnement, notamment pour la commodité du voisinage, pour la santé, la sécurité, la salubrité publique et pour la protection de la nature et de l'environnement ;

Sur proposition du Secrétaire général de la préfecture de l'Oise,

ARRÊTE

Article 1 - Exploitant titulaire de l'autorisation :

La société FUNECAP SCA, dont le siège social est implanté 17 rue de l'Arrivée - 75015 Paris, autorisée à exploiter, sur le territoire de la commune de Le Meux, rue de la Grande Prée (coordonnées Lambert 93 : X : 682099,3 et Y : 6917232 m), un crématorium pour animaux de compagnie, est tenue de respecter les prescriptions du présent arrêté.

Article 2 - Liste des installations concernées par une rubrique de la nomenclature des installations classées :

La liste des installations classées établie à l'article 1.2.1 de l'arrêté préfectoral du 26 juillet 2022 est modifiée comme suit :

Rubrique ICPE	Libellé de la rubrique	Quantité autorisée	Régime
2740	Incinération de cadavres d'animaux de compagnie	<p><i>Incinération d'animaux de compagnie, d'équidés, d'espèces de la faune sauvage libre décédées ou décédant dans des cliniques vétérinaires ;</i></p> <p style="text-align: center;"><i>Débits supérieurs à 50 kg/h</i></p> <p><u><i>Quantités maximales autorisées à être incinérées :</i></u></p> <p>– pour l'appareil de crémation collective : 655 t/an</p> <p>– pour l'appareil de crémation individuelle : 300 t/an</p>	Autorisation

Article 3 – Activités générales de la société :

Les dispositions de l'article 1.2.3 « Activités générales de la société », de l'arrêté préfectoral du 26 juillet 2022, sont modifiées comme suit :

« L'établissement procède à l'incinération des cadavres d'animaux de compagnie, des équidés et des espèces de la faune sauvage libre décédées ou décédant dans des cliniques vétérinaires.

L'amplitude horaire de fonctionnement est la suivante :

- 5h00 – 12h00 : 1^{er} poste ;
- 12h00 – 19h00 : 2^e poste ;
- 19h00 – 2h00 : 3^e poste ;
- 2h00 – 5h00 : arrêt et nettoyage des installations ;
- du lundi au samedi ;
- aucune période de fermeture (soit environ 52 semaines par an).

Les horaires peuvent être amenés à changer, mais la répartition journalière de 21 h de fonctionnement des fours pour 3 h d'arrêt doit être conservée.

L'accueil du public se fait toujours en journée entre 8 h et 18 h. »

Article 4 – Catégorie d'animaux admis à l'incinération :

Les dispositions de l'article 8.2.1 « Catégorie d'animaux admis à l'incinération », de l'arrêté préfectoral du 26 juillet 2022, sont modifiées comme suit :

« Sont admis pour incinération les cadavres des animaux de compagnie (chiens, chats, nouveaux animaux de compagnie), les équidés, les espèces de la faune sauvage libre décédées ou décédant dans des cliniques vétérinaires.

L'admission d'autres catégories d'animaux devra faire l'objet d'un accord de l'inspection des installations classées. »

Article 5 – Conditions de réception des cadavres :

Les dispositions de l'article 8.2.2 « Conditions de réception des cadavres », de l'arrêté préfectoral du 26 juillet 2022, sont modifiées comme suit :

« Les cadavres ou lots de cadavres d'un poids atteignant au maximum 100 kg sont livrés dans des emballages étanches, sauf lorsqu'ils sont apportés directement et individuellement par un particulier. Les cadavres de plus de 100 kg ne peuvent être introduits sur le site que dans des conteneurs ou véhicules couverts, étanches aux liquides et fermés le temps du transport.

Chaque emballage ou, éventuellement, chaque cadavre porte une identification permettant de faire le lien avec les informations fournies par le détenteur ou le propriétaire du cadavre.

Hormis les parties de cadavres issues d'actes vétérinaires, les cadavres sont réceptionnés entiers et aucune découpe n'est réalisée entre la réception et l'incinération.

Tout cadavre ou lot de cadavres ne peut être réceptionné que s'il est accompagné des informations suivantes, ces informations ayant été fournies par le détenteur ou le propriétaire du cadavre :

- l'espèce et éventuellement la race ;
- la cause déclarée de la mort ;
- sa provenance (adresse du détenteur) ;
- son numéro d'identification.

Pour chaque cadavre ou pour chaque lot livré, l'exploitant enregistre et conserve pendant deux ans les informations suivantes, qu'il peut enregistrer sur le document commercial ou le certificat sanitaire prévus par les règlements susvisés :

- *la date de réception ;*
- *la date d'incinération ;*
- *le poids du cadavre ou du lot.*

L'acceptation d'espèces de la faune sauvage libre n'est autorisée que sous la condition exclusive de traçabilité : les animaux sont adressés par une clinique vétérinaire ayant rédigé et enregistré une demande de crémation issue du système informatique du site assurant la traçabilité de l'animal.

L'exploitant conserve l'ensemble des informations précédemment décrites au minimum cinq ans et les tient à disposition de l'inspection des installations classées. »

Article 6 - Délais et voies de recours :

La présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction.

Elle peut être déférée au Tribunal administratif d'Amiens, 14 rue de Lemerchier, 80000 Amiens :

1° Par les pétitionnaires ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter du jour où la décision leur a été notifiée ;

2° Par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers pour les intérêts mentionnés à l'article L. 181-3 du Code de l'environnement, dans un délai de deux mois à compter de l'affichage en mairie dans les conditions prévues au 2° de l'article R. 181-44 du Code de l'environnement ou de la publication au recueil des actes administratifs de la décision sur le site internet de la préfecture prévue au 4° du même article.

Le délai court à compter de la dernière formalité accomplie. Si l'affichage constitue cette dernière formalité, le délai court à compter du premier jour d'affichage de la décision.

La décision peut aussi faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois. Ce recours administratif prolonge de deux mois les délais mentionnés aux 1° et 2°.

En cas de recours contentieux du tiers intéressé à l'encontre de la présente autorisation environnementale, l'auteur du recours est tenu, à peine d'irrecevabilité du recours contentieux, de notifier celui-ci au préfet de l'Oise et au bénéficiaire de la décision.

L'auteur d'un recours administratif est également tenu de le notifier au bénéficiaire de la décision à peine de non prorogation du délai de recours contentieux.

Lorsque le droit de former un recours contre la présente décision est mis en œuvre dans des conditions qui traduisent un comportement abusif de la part du requérant et qui causent un préjudice au bénéficiaire de l'autorisation, celui-ci peut demander, par un mémoire distinct, au juge administratif saisi du recours de condamner l'auteur de celui-ci à lui verser des dommages et intérêts. La demande peut être présentée pour la première fois en appel.

Le Tribunal administratif peut être saisi au moyen de l'application Télérécourse citoyen accessible sur le site www.telerecours.fr.

L'envoi de la copie du recours gracieux ou hiérarchique au bénéficiaire de la décision ou l'envoi de la copie du recours contentieux au bénéficiaire de la décision et au préfet de l'Oise respecte les conditions prévues à l'article R.181-51 du Code de l'environnement.

Article 7 – Publicité :

Un extrait du présent arrêté est affiché en mairie de Le Meux pendant une durée minimum d'un mois et une copie du présent arrêté est déposée aux archives de la mairie pour être mise à disposition de toute personne intéressée.

Le maire de Le Meux fait connaître, par procès verbal adressé au préfet de l'Oise, l'accomplissement de cette formalité.

L'arrêté est également publié pendant une durée d'au moins quatre mois sur le site internet « Les services de l'État dans l'Oise » au recueil des actes administratifs, à savoir :

<http://www.oise.gouv.fr/Publications/Publications-legales/Recueils-des-actes-administratifs-RAA>

L'information des tiers s'effectue dans le respect du secret de la défense nationale, du secret industriel et de tout secret protégé par la loi.

Article 8 – Exécution :

Le secrétaire général de la préfecture de l'Oise, le sous-préfet de Compiègne, le maire de la commune de Le Meux, le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement des Hauts-de-France et l'inspectrice des installations classées sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Beauvais, le **23 JAN. 2025**

Pour le Préfet et par délégation,
le Secrétaire Général



Frédéric BOVET

Destinataires :

Société FUNECAP

Le maire de la commune de Le Meux

Le sous-préfet de Compiègne

Le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement de la région Hauts-de-France

L'inspectrice de l'environnement

s/c du chef de l'unité départementale de l'Oise de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement de la région Hauts-de-France

